Numérisation CERMTRI

Vendredi 2 avril 1948 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 215

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

HALTE A LA REPRESSION

SOLIDARITÉ AVEC LE P.C.I.

La Conférence nationale de l'Action Socialiste Révolutionnaire a voté à l'unanimité la résolution suivante :

« L'A.S.R. se solidarise avec les camarades du P.C.I. qui, ayant mené courageusement la lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux, vont passer devant la justice bourgeoise. »

De son côté, l'Union alsacienne des anciens combattants et victimes de la guerre nous transmet sa protestation contre les poursuites intentées à notre parti « pour avoir lutté contre les entreprises de massacres en Indochine » et « se déclare solidaire des dirigeants du P.C.I. et de ses militants dans leur combat contre la guerre et ses profiteurs ».

Tous les militants dénonceront dans leurs entreprises et dans leurs organisations syndicales l'infâme guerre contre le peuple vietnamien, et les poursuites engagées contre les militants du P.C.I. Faites voter des ordres du jour contre ces poursuites. Arrêtez la répression au service du colonialisme.

Bâtir le parti ouvrier

Déclaration du Bureau politique

Le Comité central du Parti Communiste Internationaliste, dans sa séance du 27 mars 1948, a exclu Albert Demazière, Paul Parisot, Louis Magnin, Jean-René Chauvin, Marcel Beaufrère, Norval, membres du Comité central, et les militants Bernard Gérémiaz, Méry, Feizen, Bernard Landau, Atim, Raphaël Valensi, Pierre Pradalès.

Le parti révolutionnaire fonctionne sous le régime du centralisme démocratique : dans son sein, toutes les tendances et tous les militants ont le plus large droit d'expression ; ils ont la possibilité de combattre pour gagner à leurs positions la majorité du parti. Ce sont les congrès qui décident de l'orientation générale et, entre les congrès, les comités centraux. Leurs décisions sont exécutoires par tous les militants. Le régime du parti révolutionnaire est totalement étranger, tant au fonctionnement de la foire de la S.F.I.O. où malgré les décisions des Congrès, le groupe parlementaire agit comme il lui convient, qu'à celui du P.C.F. qui par son bureaucratisme et son manque de démocratie, enlève toute possibilité d'expression intérieure et réduit le parti à la pire des stérilités.

Rompant avec les règles fondamentales du centralisme démocratique, les militants exclus ont donné leurs adhésions au Rassemblement démocratique et révolutionnaire, en opposition avec les décisions du comité central du 7 mars 1948, appuyées par la très grande majorité du parti. Malgré un délai qui leur fut accordé, ils se sont ensuite refusés à revenir sur leurs décisions.

La presse à la solde de la bourgeoisie (*Combat*, *le Populaire*) et celle à la solde de la bureaucratie du Kremlin (*l'Humanité*) prétendent aujourd'hui que 45 % des militants du P.C.I. ont quitté notre parti. En réalité, le nombre de militants ayant donné leurs adhésions au R.D.R. ne dépasse pas la vingtaine. La base prolétarienne qui représente l'avenir de notre parti et qui combat dans les usines, les bureaux, les syndicats, est, elle, restée fidèle au P.C.I.

∴

Ceux qui ont rompu avec la discipline du parti ne l'ont fait que pour mieux abandonner le programme de la IVe Internationale.

Représentant d'une aile opportuniste dans notre parti, ils prétendent aujourd'hui barrer la route à la guerre et au fascisme, grâce au R.D.R., cette annexe de la social-démocratie qui prend ouvertement position pour le plan Marshall... à condition qu'il soit appliqué sous le contrôle du « peuple français ».

De 1944 à 1946, lorsque le vent soufflait de l'Est, et que le stalinisme pesait d'un poids décisif, Albert Demazière, Paul Parisot et Louis Magnin préconisaient une politique de capitulation constante devant le stalinisme. C'est pour cette raison que le IVe Congrès de notre parti leur avait retiré la direction.

Aujourd'hui, le vent a tourné : il souffle de l'ouest : ces militants désorientés entrent dans le camp de la « Troisième force ».

Ces ex-trotskystes font retomber sur la classe ouvrière et non sur ses directions traîtres, les responsabilités des échecs en accusant les travailleurs d'avoir un « niveau de conscience affaibli ». Ayant perdu confiance dans le prolétariat, ils suivent les fluctuations des intellectuels petits bourgeois au gré du souffle de l'opinion publique officielle.

Fatigués de mener l'opiniâtre combat du militant révolutionnaire, leur objectif n'est plus d'œuvrer à la construction d'un parti ouvrier s'affirmant sur un net programme de classe. Ils préfèrent un mouvement inorganique, de composition petite bourgeoise, incapable d'intervenir dans les luttes ouvrières et de forger une nouvelle direction indépendante de Washington et de Moscou.

Le Parti Communiste Internationaliste poursuit sa lutte. Son programme pénètre aujourd'hui profondément parmi des millions de travailleurs qui reprennent ses mots d'ordre de l'échelle mobile, du contrôle ouvrier, de l'unité syndicale, etc.

Secteur du combat mondial de la IVe Internationale, luttant pour la révolution prolétarienne, notre parti ne sera pas abattu par l'abandon de quelques militants désorientés. Que nos ennemis ne se réjouissent pas si vite. Toujours plus incrusté dans les usines et les luttes ouvrières, le P.C.I. construira le parti ouvrier révolutionnaire.

Le 31 mars 1948

Un million pour LA VÉRITÉ A 4 PAGES

(VOIR EN PAGE DEUX)

Contre Schuman et de Gaulle, ressouder l'unité ouvrière dans les COMITES de FRONT UNIQUE

Le gouvernement a choisi la date symbolique du premier avril pour donner le départ à son « train de baisse ».

Les travailleurs qui ont déjà connu la triste farce Blum n'espéraient guère d'amélioration de cette pseudo-nouveauté.

Après une hausse générale de 50 % des prix depuis décembre, le gouvernement mobilise toutes ses forces... et décrète une baisse moyenne de 3 % ! Et quelle baisse ! Trois exemples de coefficients suffiront à le montrer :

Charbon et électricité : 10 et 7 %.

Chaussures : 3 à 5 %.

Alimentation : 0 %.

Quant aux baisses les plus importantes sur lesquelles le Populaire insiste lourdement, c'est-à-dire charbon et électricité, il se trouve justement que les secteurs sur lesquels elles doivent être opérées (houillères, électricité de France) sont des secteurs déficitaires sous le contrôle de l'Etat. Cela signifie clairement que ce dernier financera le déficit accru qui en résultera. Financera avec quoi ? Avec l'argent des contribuables, c'est-à-dire des ouvriers, des petits paysans et des classes moyennes. Encore une fois on dépouillera les travailleurs pour entretenir les exploiteurs.

« GERANTS LOYAUX » ET SUCCESSEUR EVENTUEL

Au cours de cette nouvelle opération d'escroquerie des travailleurs, les dirigeants du parti socialiste sont restés fidèles à eux-mêmes : « gérants loyaux du capitalisme », selon la formule de Blum, ils continuent à trahir la classe ouvrière. Dans le Populaire *et dans son annexe syndicale* Force Ouvrière, *ils ont tout mis en œuvre pour masquer le sens véritable de la pseudo « baisse » et tenter d'y faire souscrire la classe ouvrière.*

Leur tactique n'est pas nouvelle. En freinant la classe ouvrière dans sa lutte autonome et en lui prêchant la confiance dans le gouvernement, ils espèrent lui faire lâcher la proie pour l'ombre, maintenir un équilibre entre les capitalistes qu'ils protègent et la classe ouvrière qu'ils trompent, et continuer à profiter en récompense de la mangeoire gouvernementale que leur abandonnent provisoirement les capitalistes.

Mais ils savent aussi que les travailleurs ne se laisseront pas aussi facilement berner. Et en même temps que l'offensive fictive contre les prix, le gouvernement a entrepris une autre offensive, très réelle celle-là, contre la classe ouvrière, et qui se manifeste en particulier par le renforcement de l'appareil de répression que nous dénonçions ici-même vendredi dernier.

A cette mobilisation officielle s'ajoute le grouillement de la vermine R.P.F. que souligne complaisamment le Monde, *et qui se manifeste par la formation de « groupements professionnels », par l'organisation de congrès, par des prétentions de manifestations.*

« L'ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS »

Au moment du premier chantage à la baisse que constitua l'expérience Blum, le P.C.F. contribua puissamment à cette escroquerie en participant de tout son poids à l'offensive du gouvernement dont il faisait alors partie et à la farce du « choc psychologique ».

Depuis cette période, le vent a tourné. La « grande démocratie américaine », comme la qualifiait alors l'Humanité, est dénoncée officiellement dans la presse stalinienne ce qu'elle n'a jamais cessé d'être en réalité, c'est-à-dire le repaire le plus puissant des brigands impérialistes ; tandis que la classe ouvrière, par sa puissante offensive commencée par la grève d'avril 1947 de Renault, a imposé la sortie du gouvernement des ministres staliniens.

Aujourd'hui, les Staliniens sont contre la campagne gouvernementale de « baisse » et la dénoncent aux travailleurs. Très bien. Mais que proposent-ils pour lutter contre cette tromperie et contre les offensives économiques et politiques de la bourgeoisie ?

Appellent-ils au front unique de tous les travailleurs contre leur ennemi intérieur le patronat et ses valets officiels et officieux ? Non, il admet et consacre la division des travailleurs en deux blocs : ceux qui suivent le « parti américain » et ceux qui suivent le P.C.F. A ces derniers, ils ne demandent pas l'appel à l'action commune de tous les autres travailleurs, mais ils demandent aux travailleurs qui les suivent de défendre avec les patrons antiaméricains l'industrie française menacée par l'hégémonie américaine. Ils demandent aux travailleurs qui les suivent de défendre avec les patrons anti-américains l'industrie française menacée par l'hégémonie américaine.

Mais les faits sont têtus : contre le P.S. et Jouhaux, qui bernent les travailleurs et préparent en fait la répression anti-ouvrière, contre le P.C.F. et Frachon qui veulent les embrigader dans une lutte qui n'est pas leur lutte, les travailleurs, dans toutes les corporations, manifestent un puissant élan vers l'unité de front pour leurs revendications et contre les tentatives patronales.

Les résolutions adoptées dans différents congrès, en particulier celui des communaux et celui des instituteurs, réclament la coordination des différents syndicats et la lutte pour la reconstitution d'une C.G.T. démocratique, les comités de coordination sont créés spontanément dans les luttes par les employés de Bourse, les travailleurs des chantiers de Penhoët. Les travailleurs savent qu'ils ont tous les mêmes intérêts à défendre. Ils savent que leur ennemi n'est pas à 1.000 ni 10.000 kilomètres, mais qu'il est tout près, dans leur propre pays, dans leur propre entreprise.

RIPOSTE OUVRIERE : LE FRONT UNIQUE DES TRAVAILLEURS

Contre cet ennemi, contre le patron, son gouvernement, ses chiens fascistes, ils luttent la main dans la main, le travailleur du P.S., le travailleur du P.C.F., le travailleur du P.C.I., l'employé C.G.T.-F.O. et le métallo C.G.T.

Contre cet ennemi unique, qu'il s'appelle patron, gouvernement ou groupe R.P.F., les travailleurs intensifieront leur tendance unitaire dans les luttes. Reprenant les exemples déjà réalisés, ils constitueront des comités où seront démocratiquement représentées toutes les organisations ouvrières et tous les travailleurs, d'accord pour mener la lutte pour les revendications contre le patron.

Comme chez Renault, ils lutteront tous ensemble contre la baisse des temps.

Comme chez Unic, ils prépareront l'action de masse pour l'augmentation des salaires.

Comme les mineurs, ils s'opposeront au renvoi de délégués.

Les fascistes se vantent d'organiser dans les entreprises des groupes de briseurs de grève. Ils s'en vantent, il est vrai, dans les journaux, mais ne se montrent pas volontiers parmi les ouvriers. Les travailleurs, groupés autour des comités de FRONT UNIQUE, détecteront ces fascistes et réagiront contre leurs attaques en les chassant des entreprises. Ensemble ils organiseront la défense des réunions ouvrières que les fascistes prétendent troubler. C'est ainsi que le Monde a annoncé l'intention des R.P.F. de manifester à l'occasion de la conférence des comités d'entreprise du 4 avril. Tous les travailleurs, quelle que soit leur opinion, auront à cœur de s'opposer à ce sabotage de l'ennemi.

Les travailleurs eux-mêmes ont frayé dans leurs luttes la voie de l'unité d'action ouvrière. Face au patron et à ses alliés du gouvernement et du R.P.F., c'est la voie de la victoire revendicative et de la contre-offensive ouvrière.

S. MINGUET.

Baisse du prix du charbon et de l'électricité. Les subventions seront augmentées. Et les travailleurs les paieront.

WAGRAM

déroute de l'Union française

Pour protester contre l'arrestation arbitraire de trois de ses candidats aux élections de l'Assemblée algérienne, la **Fédération de France du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques** organisait vendredi dernier (26 mars) un meeting où elle avait invité toutes les organisations prêtes à soutenir son action anticolonialiste.

La salle Wagram regorgeait d'auditeurs, dans leur énorme majorité nord-africains. L'absence, remarquable, du prolétariat parisien s'explique par un coup d'œil sur les quotidiens ouvriers. L'« Humanité » et « Franc-Tireur » ne donnaient pas au meeting la place qu'ils accordent au dernier crime passionnel du jour. Nous ne parlons pas du « Populaire ».

Les masses coloniales réclament le soutien des travailleurs français

Après que les orateurs du M. T. L. D. eurent exposé les faits de la provocation colonialiste et l'inanité de toute pseudo-justification légale, ils soulignèrent les buts de leur mouvement, qui sont ceux de tout le peuple travailleur d'Afrique du Nord : **l'indépendance totale et l'élection d'une Constituante souveraine.**

Tout au long du meeting, des représentants des partis des peuples coloniaux : Destour tunisien, Istiqlal marocain, étudiants nord-africains, jeunesses égyptiennes, Arabes palestiniens et vietnamiens exprimant, au delà de leurs positions politiques particulières, l'éveil et le bouillonnement révolutionnaire de dizaines de millions de travailleurs.

La réponse des organisations traditionnelles françaises

A cet appel, qu'allaient répondre les représentants des organisations françaises, invitées au front unique de combat ?

Joinville-Malleret, représentant le parti communiste français [illegible]

[illegible] sitions qu'il adopte, enrôlait déjà les peuples coloniaux pour une nouvelle « croisade démocratique » et défensive de l'indépendance... « française ».

Le R.D.R. brillait par son absence.

Hénaff, enfin, représentant de la C.G.T., n'apporta rien qui ressemblât à une mobilisation des travailleurs français pour aider la lutte des travailleurs algériens. Cheminots et dockers n'auront toujours pas de directives.

Une provocation stalinienne

Ceux qui répondaient aux orateurs des pays coloniaux par de vibrantes phrases creuses sur une solidarité aussi éternelle qu'imprécise tentèrent d'étouffer la voix du Parti Communiste Internationaliste.

Quand la parole fut donnée à notre camarade Privas, un provocateur de service tenta de s'emparer du micro pour y vomir la haine dont le stalinisme préserve l'impérialisme pour en arroser les révolutionnaires. Peine perdue. La provocation appuyée de calomnie ne troubla pas longtemps la salle surprise. Les staliniens du praesidium tentèrent d'entraîner la salle par une sortie spectaculaire, magistralement ratée, changée en déroute honteuse.

L'indignation de la salle montra qu'étaient jugés ceux pour qui la démocratie n'est qu'un mot sonore, permettant de gros effets oratoires et qui ne conçoivent l'unité que sous leur domination.

Front unique anticolonialiste

Jacques Privas salua la lutte des travailleurs al[illegible] de tous les travailleurs [illegible], il dit le combat de nol[illegible] contre le colonialisme et souligna :

« Pourquoi le P.C.F. quitte-t-il la salle, dit-il. Il n'a pas besoin d'avoir peur. Je n'avais pas l'intention de dire qu'il participa au gouvernement de la guerre d'Indochine. Je n'avais pas l'intention de lui reprocher d'avoir voté des félicitations à Leclerc. De quoi a-t-il peur ?

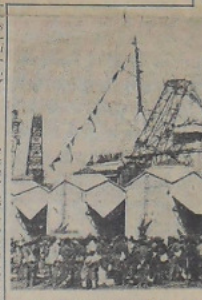
« Notre soutien aux peuples coloniaux nous l'apportons en expliquant aux travailleurs français qu'il ne peut y avoir de « bonne », de « démocratique » union française. Il n'y a que l'esclavage colonialiste ou l'indépendance. Nous combattons pour l'indépendance des peuples colonisés : pour le retrait des troupes impérialistes, une Constituante algérienne, une C.G.T. algérienne. »

Applaudi avec enthousiasme, Privas appelle à la lutte révolutionnaire commune des travailleurs français et des travailleurs colonisés contre leur ennemi commun : la bourgeoisie impérialiste.

Duthel, représentant le syndicat des instituteurs, exposa comment les enseignants pouvaient servir la cause anticolonialiste.

Le meeting du 26 mars montre que, dépassant les proclamations de solidarité, il faut s'engager dans la voie d'un véritable Front unique des organisations anticolonialistes qui se dresse en permanence contre les attentats de l'impérialisme, enraye l'utilisation militaire des peuples de couleur les uns contre les autres et relie les luttes des opprimés de tous les continents.

M. MAURIN.



EMBARQUEMENT DE TROUPES NOIRES POUR LE VIET-NAM. « Travailleurs coloniaux, ne servez pas contre vos frères ! », s'est écrié un orateur du M. L. T. D.

La "guerre des deux" aura-t-elle lieu ?

Connaîtrons-nous la troisième guerre mondiale ?

A cette question, toutes les propagandes répondent affirmativement.

Du côté de l'impérialisme américain la campagne belliciste se fait de jour en jour plus hystérique, jusqu'à annoncer la présence de sous-marins russes au large des côtes américaines.

La planète apparaît comme un baril chargé de poudre, prêt à exploser d'une minute à l'autre. Les pactes militaires sont conclus fébrilement.

Corée, Turquie, Grèce, Finlande. D'où va partir l'explosion, signal de l'anéantissement atomique ?

Quelques lords anglais et des néo-pacifistes poussent des gémissements de vieilles femmes : le Parlement International, la Fédération Européenne chantent-ils en égrenant un chapelet !

Certes, la troisième guerre mondiale serait, est inéluctable si le sort du monde ne dépendait que des deux blocs actuellement en présence.

D'un côté l'impérialisme américain a besoin du monde entier pour son expansion. Lorsque la crise viendra il sera poussé à pénétrer par tous les moyens la marche des pays capitalistes satellites du Kremlin qui lui échappent partiellement et à détruire l'économie fermée de l'U. R. S. S.

De l'autre côté, la bureaucratie soviétique, si elle n'a rien à gagner à déclencher la guerre, est totalement incapable de l'empêcher. En effet, ni les accords autour du tapis vert, ni les manœuvres diplomatiques, ni les alliances militaires plus ou moins imposées, ni les coups d'Etat policiers, n'ont jamais assuré la paix.

Seule la révolution prolétarienne internationale peut assurer la paix au monde. Et Staline, représentant de la caste bureaucratique qui a étranglé la Révolution en U. R. S. S., la craint encore plus que la guerre.

Mais la guerre n'est pas pour demain. Les forces de la révolution dans le monde sont encore trop puissantes pour que Wall Street, ses généraux et ses Truman se lancent dans l'aventure.

On parle de « guerre préventive ». Mais préventive de quoi ? Ne serait-ce pas au contraire dans l'état actuel des forces en présence le moyen le plus sûr de déclencher une gigantesque guerre civile à l'échelle du monde entier. En Europe, le premier résultat serait de faire perdre à l'impérialiste yankee les têtes de ponts qu'il s'efforce d'établir et de consolider. Il aurait tout à reconquérir et la bombe atomique n'y suffirait pas. Il lui faudrait lever dans la partie du monde restée sous son contrôle d'immenses armées d'invasion, les équiper, les amener à pied d'œuvre. Une telle solution serait une opération pleine de risques pour les banquiers américains. Cent fois plus lucrative et plus sûre est leur politique actuelle de soutien des bourgeoisies chancelantes, d'intervention camouflée, de fournitures d'armement pour briser le mouvement des travailleurs. Ce qu'ils cherchent c'est un nouveau compromis sur des bases meilleures. Dans cette partie de poker, les deux partenaires mettent le paquet.

Alors, pourquoi ces bruits de guerre ? Pourquoi ces propagandes forcenées qui soufflent avec rage de l'Est et de l'Ouest ? Pourquoi cette immense entreprise de mensonges, d'affolement et de tromperie ? Pourquoi les valets de la bourgeoisie qui sont au gouvernement, non contents de jeter un milliard par jour dans le gouffre des dépenses militaires, sollicitent et obtiennent de Truman la promesse d'un nouveau prêt-bail pour les fournitures de l'armement de dix divisions ?

Nous ne pensons pas qu'ils sont assez fous pour avoir l'illusion que dix divisions puissent jouer un rôle quelconque, même de retardement, dans un conflit mondial.

En revanche, ils savent fort bien à quoi peuvent servir ces armes en Indochine, à Madagascar, en Afrique du Nord et en France même, contre les luttes ouvrières qu'une misère sans cesse accrue suscite irrésistiblement.

Ils savent aussi combien les sert la préparation idéologique à la guerre, qui a le mérite de substituer à la réalité de la lutte de classe les divisions trompeuses entre « parti russe » et « parti américain ».

Pendant que le P. C. F. embrigade la majorité de la classe ouvrière, une fraction des classes moyennes derrière les « patrons anti-américains » pour la croisade d'indépendance nationale, pendant que la S. F. I. O. et ses satellites sonne le rassemblement contre le péril « communiste » autour du plan Marshall, les capitalistes se sentent plus tranquilles : la voix des masses travailleuses, leurs espoirs, leur volonté d'unité, de lutte et d'émancipation sont couverts par les criailleries et les injures qu'échangent les bureaucrates des partis ouvriers : « séparatistes », parti américain.

Rien ne peut les servir mieux que les batailles de Bruay et que la division ouvrière. Rien n'est plus favorable à un passage graduel à l'Etat français de Charles de Gaulle que la propagande qui met de Gaulle et Blum dans le même sac.

Dans une telle voie, la défaite ouvrière est certaine, à plus ou moins longue échéance. Et la guerre passerait finalement.

Mais il est encore temps. Rien n'est joué.

Comme les ouvriers italiens, comme les mineurs américains (sont-ils eux aussi du parti américain ?) la classe ouvrière française saura s'unir dans l'action et pour l'action, rejeter la tutelle étouffante de directives qui la divise et n'a jamais su organiser que des défaites, construire ses comités d'action unis pour mener sa lutte autonome contre la bourgeoisie et réaliser l'émancipation de tous les opprimés.

FAVRE-BLEIBTREU.

FRAPPER ENSEMBLE

Les cellules du P.C.I. continuent à s'adresser aux formations ouvrières correspondantes, reprenant les propositions faites par le Bureau politique du P.C.I. à toutes les organisations ouvrières, pour réaliser un front unique de défense du niveau de vie des travailleurs, sur la base des revendications présentées par le [illegible]

ALERTE !

Depuis une semaine déjà, les 850 travailleurs V.-N. des camps de Gajac et Eysines (Gironde) sont en [illegible]

Pointes Rouges

Quand un ex-communiste exige sa dose d'opium.

[illegible]

Les journaux « sérieux » parlent d'exclusions d'ex-trotskystes.

[illegible]

L'Huma dit «blanc» mais la Guépéou dit « noir ».

[illegible]

Les beaux titres

[illegible]

L'Huma ne sait plus à qui nous « vendre ».

[illegible]

Numérisation CERMTRI

Frapper ensemble...

L'UNITE SYNDICALE

Victoire dans l'Enseignement

Les enseignants ont tenu la semaine passée une série de congrès de catégories préparatoires au Congrès de la Fédération de l'Education nationale (F.E.N.).

Le plus important de ces congrès préparatoires a été celui du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.). En effet, d'une part, les instituteurs représentent les trois quarts de la F.E.N., d'autre part, dans ce syndicat, la tendance syndicaliste révolutionnaire de l'*Ecole émancipée*, tant par sa cohésion que par la fermeté de son orientation a réussi à empêcher la division de tout le personnel enseignant.

Les enseignants avaient à choisir entre trois solutions. Les deux premières consacraient la scission, soit que la majorité se prononce pour rester à la C.G.T. et que les représentants de la tendance « Force ouvrière » forment alors un syndicat F.O., soit que, devant un vote majoritaire pour Force ouvrière, la scission soit consommée par les représentants de la tendance Frachon. Sous l'impulsion de l'Ecole émancipée et de ses représentants au bureau du S.N.I., Valière, Duthel et Yvonne Issartel, la majorité du bureau préconisa l'autonomie comme troisième solution permettant d'assurer la cohabitation de toutes les tendances dans le sein d'une même organisation syndicale. L'écrasante majorité du personnel enseignant suivit les « autonomes ».

L'autonomie dans l'Enseignement est une solution progressive

La première conséquence de cette prise de position qui démontre amplement la justesse de l'orientation de l'Ecole émancipée, c'est que l'unité du syndicat se trouve préservée. Frachonistes et jouhauxistes ont suivi la majorité. Ce résultat, par lui-même, réfute toutes les accusations portées auparavant contre « l'autonomie ».

Cette solution ne peut évidemment pas être généralisée : dans la métallurgie, ou chez les employés elle serait rétrograde. Pourquoi est-elle progressive dans l'Enseignement ? Avant tout parce que l'autonomie est liée, ici, à une orientation qui vise la « reconstruction démocratique d'une C.G.T. unique ». Les enseignants ont manifesté clairement dans la résolution finale la volonté de ne pas s'isoler de l'ensemble des salariés. Ils ont déclaré en substance : « Le Syndicat national autonome prendra tous les contacts nécessaires avec les deux centrales, avec tous les courants, avec tous les syndicats qui veulent reforger l'unité du mouvement syndical. » Cette position n'a rien à voir, elle est même en opposition complète avec celle des syndicats autonomes du Métro, du fantomatique Syndicat démocratique de chez Renault, ou des solutions autonomistes que préconisent certains groupes tels que l'« Union des cercles d'études syndicalistes », pour qui l'autonomie représente la volonté d'exclure du mouvement syndical les syndiqués de la tendance stalinienne.

Dans l'Enseignement, au contraire, l'autonomie signifie l'unité de toutes les tendances. Ce front unique élémentaire de classe qu'est l'unité syndicale a été non seulement préservée, mais consolidée.

Un programme de lutte de classes

En effet, la résolution met en avant toute une série de mots d'ordre anticapitalistes et révolutionnaires : échelle mobile et contrôle ouvrier, anticolonialisme et internationalisme prolétarien, seul programme qui peut assurer la préservation de l'unité dans l'action. L'orientation de collaboration de classes développée depuis la libération, tant par Jouhaux que par Frachon a amené de graves défaites et consommé la scission. Condamnant aussi bien l'orientation réformiste de soutien de la Troisième Force de Jouhaux, que le ministérialisme communiste des dirigeants de la C.G.T., le Congrès a suivi les camarades de l'Ecole émancipée, qui, avec fermeté, développaient cette ligne de classe indépendante.

Le triomphe d'une position cohérente

Valière était le seul qui ne se sentait nullement gêné parmi les rapporteurs. En rappelant qu'au Congrès fédéral d'avril 1946, il refusait de s'associer à la résolution commune Jouhaux-Frachon, parce qu'elle exprimait une politique de collaboration de classe, Valière seul montrait la continuité de l'orientation de la tendance de l'Ecole émancipée qui a appuyé hier le « Front ouvrier » et aujourd'hui appuie le courant de l'« Unité syndicale ». Le Congrès l'a suivi. A présent les instituteurs syndiqués doivent lutter pour que la résolution votée ne reste pas lettre morte. Ils prendront contact avec toutes les centrales, à tous les échelons, encourageront toutes les initiatives tendant à reconstruire l'unité syndicale. Comme première mesure, les syndicats autonomes départementaux et locaux devraient convoquer tous les syndiqués de leur région pour faire le compte rendu de leur congrès unitaire et appeler ainsi les syndiqués de toutes les corporations et de toutes centrales à lutter pour un Congrès extraordinaire de reconstruction démocratique d'une C.G.T. unique.

SOYEZ SANS CRAINTE M. LEFAUCHEUX...

Comme Chausson, comme la direction Salmson, Lefaucheux, chez Renault, tente aujourd'hui de recueillir les fruits de l'hymne à la production proclamé pendant trois ans par la direction de la C. G. T. (Jouhaux, Frachon réunis) et qui s'est traduit en particulier en poussant les travailleurs à crever les plafonds des temps de fabrication. Comme toujours, la direction tente maintenant la manœuvre classique qui consiste, sur la base des augmentations de boni, à faire rechronométrer les temps afin de les diminuer. Mais partout cette offensive se heurte à la volonté des travailleurs de s'opposer à cette diminution indirecte du salaire.

Mercredi 24, deux mouvements avaient lieu au département 39 de chez Renault. Les ouvriers des départements 199 et 268 débrayaient respectivement pendant trois heures contre la diminution des temps. Vendredi 26 de nouveaux mouvements avaient lieu au département 38 (régleurs), au département 5 (où le débrayage dura 6 heures), à l'atelier 48 du département 1 et à l'atelier 288 du département 3. Tous ces mouvements avaient également pour but de s'opposer à la diminution des temps ou d'imposer un rajustement des temps trop courts. De même le département 30 qui avait débrayé pour le même motif vendredi, a obtenu mardi 30 satisfaction sur les deux points suivants posés au cahier de revendications, c'est-à-dire : aucune diminution des temps facturés, et révision des temps trop courts avec garantie pendant cette révision d'un minimum de 130 %.

Au travers de ces mouvements victorieux, des adhésions à la C.G.T. ont été notées dans plusieurs endroits. De plus, il est à noter qu'aux départements 6 et 18 la C. G. T. a reconquis une partie des positions qu'elle avait perdue à cause du sabotage des grèves d'avril par les dirigeants staliniens.

Sur la base de la nouvelle attitude des responsables C. G. T. et de leur appui aux mouvements qui éclatent contre l'offensive de la direction, les travailleurs reviennent au syndicat. Ceci traduit leur volonté de reconstruire dans l'action leur unité de combat que la trahison ou le sabotage des actions passées par leurs directions syndicales avait détruite. **Comme les instituteurs, comme les mineurs, comme les communaux, etc... les travailleurs de la plus grosse usine métallurgique française veulent le FRONT UNIQUE contre le patron.**

Dans plusieurs départements, les militants du Parti Communiste Internationaliste ont traduit cette aspiration de l'immense majorité de leurs camarades de travail en s'adressant aux responsables des organisations ouvrières représentatives de l'usine et en particulier aux responsables du P. C. F. pour leur proposer le front unique de toutes ces organisations contre l'offensive de Lefaucheux et pour l'augmentation des salaires.

Dès l'accomplissement de la scission syndicale, Lefaucheux, fort de la division qui, espérait-il, affaiblirait l'action des travailleurs, publiait dans l'usine la note suivante :

« Au moment où les passions politiques ou syndicales risquent d'entraîner des discussions entre les membres des divers groupements existant au sein de la Régie, la direction rappelle que les ateliers et locaux industriels de l'usine sont exclusivement des lieux de travail dans l'enceinte desquels elle encourt une responsabilité civile pour tous les incidents qui pourraient survenir.

« Des réunions ne doivent donc pas y être tenues... »

La note ajoute que les réunions devront se faire en dehors des heures de travail.

Lefaucheux avait bien tort de « craindre » que les discussions intérieures entraînent les travailleurs à se battre entre eux. Espérons qu'il a maintenant compris que si, entre eux, ils discutent, c'est contre lui qu'ils se battent, tous ensemble et tous d'accord.

Pour affermir cette unité de front, pour préparer les luttes à venir, tous les travailleurs de chez Renault, tous les ouvriers révolutionnaires doivent reprendre à leur compte les propositions de FRONT UNIQUE faites par les camarades du P. C. I. Ils impulseront la création de comités où seront représentées démocratiquement toutes les organisations de la classe ouvrière, et en premier lieu les organisations syndicales d'accord pour défendre et imposer les luttes revendicatives. Ces comités maintiendront un contact permanent entre les travailleurs de toutes tendances et dans des meetings communs tenus démocratiquement dans tous les départements et tous les ateliers en dépit des interdits de Lefaucheux, ils décideront de l'action à mener tous ensemble pour continuer à lutter contre la baisse des temps par les mouvements déjà commencés, et imposer le contrôle ouvrier sur les temps, pour toute revendication d'augmentation des salaires préparant l'offensive ouvrière pour un **véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier**, contre toute restriction du droit syndical et de réunion dans l'entreprise.

Qu'as-tu fait cette semaine pour "La Vérité" à 4 pages?

Le campagne se poursuit. L'effort est plus suivi.

LA VERITE ne peut vivre que par les sacrifices de ses militants et de ses amis.

Que chaque lecteur soit un défenseur de LA VERITE, son arme de combat révolutionnaire.

Que chacun conquière de nouveaux lecteurs, de nouveaux abonnés, de nouveaux défenseurs. Et LA VERITE sera sauvée ; et LA VERITE pourra paraître sur 4 pages.

LISTE DE SOUSCRIPTION

G. B. (Belgique), 150. — Liste Gallienne, 300. — Liste n° 524 : F. Lange, 60 ; B. Magna, 45 ; Mougard, 50 ; Védyr, 50 ; Hartmann, 200 ; Just, 40 (445). — Un sympathisant d'Alger, 100. — Cellule de Brest (4e vers. ; 440) : Bergot, 50 ; Allégot, 50 ; un vieux travailleur voulant la liberté de ses enfants, 20 ; un ancien marin, 20 ; Cheval blanc, 50 ; un copain espagnol, 40 ; Coutelet, 10 ; 2 Rouges perdus chez les Chouans, 200. — Travailleurs vietnamiens de Montélimar, 300. — Pour l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, Zanzotti, 100. — Région Bouches-du-Rhône : J. Marseille, 400 ; L. Toulon, 100 (500) ; T. Paris, 1.000. — Un J.S. pour la fusion P.C.I.-J.S.-A.S.R., 201. — Cellule Chausson, liste Martine, 250. — Région Tarn-et-Garonne, 2e vers., 1.000. — M. G. (Seine-et-Oise), 200. — Région Gironde : Deschamps, 1.000 ; J. Peig, 50. — Cellule 2e, 13e : premier versement : 650.

M. Goalric, 200. — Cell. Brest (5e vers.) : en vendant la Vérité, 40 ; en diffusant *Solidarité* aux travailleurs libres, 60 ; un ex-militant du P. C. F. qui préfère Rosa Luxembourg à Jeanne d'Arc, 50 ; un P.G.A. au seul journal internationaliste, 50 (150). — D. C. Quimper, 200. — Pour le front unique révolutionnaire, J. Carlos, 200. — F. R. (M.-et-M.), 300. — Liste 1125 (Vosges), 200. — P. Hurier, 200. — V. (Nord), 200. — G. F. P.-de-Calais), 200. — Lancellin (Seine), 20. — Nicollas (M.-et-L.), 200. — Bernard, Nantes (145). — Costes (L.-et-G.), 180. — A. Brunet (Gironde), 200. — Péaud, 20. — Bels, 200. — E. Pasquet (Rennes), 150. — Chaud, 160. — Biard (L.-et-G.), 200. — Lê Van Thu, 400. — Soutien à la Vérité de la classe ouvrière. Un groupe de travailleurs vietnamiens, 1.500. — Cellule de Rosporden, 100. — Bigot (Gironde), 500. — Cellule Chemineau (3e versement) : Malais, 50 ; Nguyen, 15 ; Hong Du, 15 ; Hong Quy, 10 (200). — Cellule 19e, 11e : J. Malléjol, 200. — Pour la diffusion de la presse révolutionnaire, Michel, 1.500. — Souscription pour les 4 pages, Yo Danh, 250. — Pour le journal *La Vérité*, M. M., 100. — Destelbats, 500. — G., 50. — Un groupe de travailleurs italiens, 1.500. — Kim, 100. — Les travailleurs vietnamiens de la 24e Cie Drôme-Ardèche, 1.200. — A l'assemblée régionale de Quimper en réponse aux liquidateurs, 640. — Un F.T.P. qui a compris, 500. — Cellule de l'I. T. (Paris 15e) : Olivier, 50 ; un militant, 50 ; M. D. 50 ; A. G. 50 ; Grand, 50. — Total : 21.430 francs.

Pour soutenir LA VERITE abonne-toi

Un an	300 fr.
6 mois	160 »
3 mois	80 »
de soutien	600 »

Adresse ton abonnement dès aujourd'hui, à « La Vérité », 100, rue Réaumur, Paris-2e

POUR LE SOCIALISME

Le M.R.J. a pris le départ

Il a dressé le plan de combat de la jeunesse travailleuse

LUNDI dernier, s'est tenue à Paris la Conférence nationale pour le *Mouvement révolutionnaire de la jeunesse*. Des membres de la Jeunesse socialiste et de la *J.C.I.* se sont réunis pour jeter les bases de ce regroupement des jeunes travailleurs qui s'avère aujourd'hui plus nécessaire que jamais. La réunion de ces militants des deux courants révolutionnaires de la jeunesse est particulièrement riche de sens.

FACE à la baisse constante du niveau de vie qui atteint chaque jour davantage la classe ouvrière, et que toutes les acrobaties de Schuman-Mayer et de leur parlement ne parviendront pas à enrayer ;

Face à l'allongement de la journée de travail qui restreint encore les possibilités de loisirs auxquels ont droit les jeunes ;

Face à un gouvernement qui organise la répression antiouvrière, qui a fait voter les lois scélérates, qui a rappelé les contingents de la 47, qui tente de porter aujourd'hui à 18 mois le temps légal de dressage des jeunes ouvriers au sein de l'armée, et laisse de Gaulle construire méthodiquement ses groupes de choc ;

Face à la menace d'une nouvelle guerre que l'on prépare fiévreusement pour en finir une fois pour toutes avec ce prolétariat qui n'est intéressant que dans la mesure où il fait tourner bien sagement les machines au service du patronat ;

De jeunes révolutionnaires s'unissent et pour toute la jeunesse travailleuse indiquent la voie qui les mènera à la victoire, non pas en pratiquant une politique chauvine à la mode U.J.R.F., ou en célébrant Blum, « gérant du capitalisme », comme les jeunes de la S.F.I.O., mais en sachant qu'ils sont les ennemis mortels de ce capitalisme et que toute compromission avec lui ou ses agents ne mènera la classe ouvrière qu'à la défaite.

NON, monsieur Mayer, vos plans et super-plans ne résoudront rien! Seule la classe ouvrière est capable de stabiliser les prix en imposant le contrôle ouvrier sur la production et la répartition, un véritable minimum vital sur la base des 40 heures garanti par l'échelle mobile des salaires. Nous voulons nous éduquer et nous distraire ; à l'usine, au bureau, dans nos syndicats nous lutterons pour le retour aux 40 heures sur la base des 5 × 8 et pour que tous les jeunes aient leurs 45 jours de vacances (1 mois l'été, 15 jours l'hiver). Nous voulons que les jeunes apprennent réellement leur métier et nous nous battrons pour le contrôle syndical sur le choix des programmes et des moniteurs, pour que l'apprenti puisse vivre par l'application du pré-salaire.

Non, monsieur Teitgen, vous ne nous ferez pas passer un an et demi de notre jeunesse à l'armée, car le front unique des travailleurs vous fera reculer ! Et nous organiserons notre Jeune Garde, embryon des futures milices ouvrières, pour réduire au silence les nervis gaullistes qui matraquent nos camarades.

SUR tout le front de la lutte de classes, les jeunes du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse, par l'élaboration d'une claire plateforme politique au cours de leur conférence nationale, sont d'ores et déjà entrés dans l'action. Ils viennent de franchir le premier pas qui, dans le combat, fera apparaître leur organisation comme le seul pôle révolutionnaire de la jeunesse, comme le seul mouvement de jeunes luttant réellement pour la révolution socialiste, unique moyen d'empêcher le déclenchement de la troisième guerre mondiale qui décimerait effroyablement la jeunesse travailleuse de tous les pays.

Tous les jeunes sincèrement révolutionnaires doivent rejoindre nos rangs !

Tous ensemble nous nous porterons à l'avant-garde du combat pour la libération de la classe ouvrière.

HEMCE.

Les pays de la « démocratie nouvelle » (Fin)

"DEMOCRATIE NOUVELLE" ET "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS"

par Jean MARCOUX

LORSQUE nous avons commencé cette série d'articles (1) ; nous nous proposions de répondre aux questions suivantes :

— Quelle est la nature exacte des modifications qui se sont produites et qui se produisent dans la « zone de défense »

— La bureaucratie stalinienne — qui, à l'intérieur de l'U.R.S.S. a [illegible] ses propres privilèges [illegible] détruit la démocratie [illegible] — est-elle capable de jouer à l'extérieur de l'U. R. S. S. un rôle révolutionnaire ?

— La démocratie nouvelle est-elle une « étape nécessaire », un « stade original » sur la route vers le socialisme ?

A *la première question nous pouvons maintenant répondre :*

Des différences notables existent d'un pays à l'autre de la « zone de défense » (On peut dire que dans les pays anciennement occupés par l'Allemagne (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie), les nationalisations ont été très vastes et ont mis entre les mains de chacun de ces Etats les industries-clés. Toutefois, d'une part, la propriété privée subsiste dans l'industrie petite et moyenne, dans le commerce et, enfin, dans l'agriculture ; d'autre part, l'U.R.S.S. a placé sur ces pays une sorte d'hypothèque sous forme d'accords commerciaux préférentiels lui permettant de drainer *sans contrepartie* une large part de la production nationale.

Dans les pays anciennement alliés de l'Allemagne (Roumanie, Hongrie, Finlande, Bulgarie) les nationalisations ont été moins importantes — sauf en Bulgarie — et une grande partie des industries-clés et des banques (surtout en Roumanie et en Hongrie) est passée entre les mains de l'U.R.S.S. (« Sociétés mixtes »).

Enfin, en Allemagne et en Autriche, les industries-clés sont entièrement utilisées par l'U.R.S.S. et fonctionnent d'une façon « indépendante » par rapport au reste de l'économie indigène.

On ne peut valablement parler de « bases socialistes » lorsque l'on considère les mesures prises actuellement dans ces pays : *elles n'aboutissent en réalité qu'à établir un système de cohabitation hybride entre des secteurs économiques directement dépendants du capital privé, et d'autres, directement dépendants du plan soviétique, limité à l'U.R.S.S.*

POUR *répondre à la deuxième question, nous pouvons dire :*

La bureaucratie stalinienne a essayé, et a réussi, à se rendre indépendante non seulement *des diverses bourgeoisies de ces pays, mais encore du prolétariat indigène.* Elle a détruit les partis bourgeois, mais elle n'a laissé aucun pouvoir aux comités populaires, et tout contrôle ouvrier a été anihilé. *C'est l'ancien appareil d'Etat colonisé (Parlement, police, armée, administration, justice, même Eglise) qui sert d'appui aux nouveaux gouvernements et non le peuple organisé dans des organismes contrôlés par lui.* Ce fait, qui a été rendu possible par la présence ou le voisinage des troupes soviétiques, rend ces gouvernements solidaires *non des masses travailleuses indigènes, mais de la bureaucratie du Kremlin.* En ce sens, il serait erroné de parler de révolution ouvrière dans les « pays de la zone de défense » : *cette révolution reste à faire.*

A *la troisième question, on peut répondre que la « démocratie nouvelle » — qui n'a, en réalité, rien à voir avec la démocratie nouvelle ni avec le socialisme — n'est que le régime qui couvre l'exploitation intensive de ces pays par la bureaucratie stalinienne.* Cette exploitation (sociétés mixtes, S.A.G., traités préférentiels, démontages d'usines, réparations, utilisation forcée de la main-d'œuvre, annexions territoriales) est elle-même le résultat de la politique de la bureaucratie stalinienne qui, sous le prétexte de la « construction du socialisme *dans un seul pays* » — selon la formule de Staline — *s'octroie le droit d'exploiter tous les pays « libérés » ou... à libérer.* Elle est, en d'autres termes, le résultat de l'équilibre existant entre l'U.R.S.S. dirigée par Staline, et l'impérialisme américain.

Le « progrès » vers le socialisme n'implique pas le passage par ce prétendu « stade original » et « nécessaire » de la « démocratie nouvelle », mais la *destruction de cette « phase », et cela le plus rapidement possible (sous peine de voir pourrir à jamais les conditions d'une révolution prolétarienne dans ces pays).*

Cette destruction pour et par la classe ouvrière implique notamment :

1. *La lutte pour le retrait des troupes soviétiques*, l'arrêt des démontages, prélèvements, réparations, etc.;
2. *L'annulation des dettes extérieures et la nationalisation des S.A.G., des sociétés mixtes, etc.* ;
3. *L'unification et la planification* à l'échelle balkano-danubienne ;
4. *La libre disposition des minorités nationales* (libre retour des Allemands des Sudètes en Bohême, restitution des territoires allemands de Pologne et de l'Ouest ; statut identique pour toutes les minorités) ;
5. Institution du contrôle ouvrier à tous les échelons de la production et de la répartition ;
6. Expression libre de toutes les organisations ouvrières, *élections libres* dans les comités d'entreprise, les syndicats, les tribunaux populaires ; dissolution des parlements de façade, de la police, du *service de « sécurité »* et *armement du peuple.*

LE pillage entrepris par le Kremlin dans les pays inclus dans sa zone « de défense », l'exploitation multiple de ces pays maintenus dans leur cadre « national », le déracinement impitoyable de millions d'hommes pour satisfaire les besoins de la « stratégie », sont la preuve aveuglante du fait que l'intervention du Kremlin *corrompt et pourrit* précisément les meilleures conditions données par l'histoire pour la marche vers le socialisme. C'est grâce à l'intervention du Kremlin et des partis staliniens qu'il commande, que la vague de fond de la deuxième guerre mondiale a abouti, *non à l'unification de l'Europe sur la base de la destruction du régime capitaliste*, mais au partage de l'Allemagne (avec les « alliés » impérialistes) au reflux de la vague révolutionnaire en Occident (et surtout en France) à la création des régimes hybrides de « démocratie nouvelle » dans les pays de l'Est.

Sans une rupture ouverte, définitive et réelle, dans les faits, avec la bureaucratie stalinienne, en temps de paix comme en temps de guerre, il est impossible de créer une direction nouvelle, révolutionnaire, en Europe. Car comment gagner la confiance du prolétariat allemand, autrichien et des peuples de l'Est si on ne leur apprend pas que le socialisme *n'a rien à voir avec le pillage, avec le déracinement des peuples, avec l'exploitation au nom de la sauvegarde du « bastion » dirigé par Staline ?*

LA théorie des « bases stratégiques » et l'exploitation des peuples « libérés » sont en outre le témoignage du fait que Staline a définitivement transformé l'ancienne armée rouge d'une armée au service du prolétariat, en un instrument de la bureaucratie du Kremlin, de ses préoccupations (et alliances) circonstancielles ;

C'est sur la carte militaire et non sur la carte de la lutte des classes que les stratèges du Kremlin, les partis staliniens et les prétendus « réalistes » qui les justifient, veulent faire croire que se joue le sort de la révolution prolétarienne.

Autrement dit, ils veulent faire croire qu'il « vaut mieux » voir des soldats russes (et « alliés ») à Berlin, plutôt que de rassembler l'ensemble du prolétariat allemand contre tous les occupants.

Ils veulent faire croire qu'il « vaut mieux » se taire sur le rôle funeste des troupes d'occupation russes et sur le système d'exploitation de la « zone de défense » sous prétexte que les dénoncer favoriserait les « Américains » (comme si ce n'était pas Staline qui avait partagé avec ces derniers le continent en deux).

Quant à nous, nous nous refusons à nous laisser enfermer dans le faux dilemme : couvrir les crimes de la bureaucratie (sous prétexte que l'impérialisme est aux aguets) ou... servir l'impérialisme. *En réalité, ce sont ceux qui se taisent sur les crimes de Staline, qui ne se dressent pas contre eux, qui favorisent, en définitive, les progrès de l'impérialisme* : en effet, en Allemagne comme à l'est de l'Europe, si l'avant-garde révolutionnaire n'est pas capable dès à présent de relever le drapeau du socialisme dans une lutte implacable contre la bureaucratie, ses troupes d'occupation et ses méthodes, alors la « démocratie nouvelle » et le partage de l'Allemagne auront pour conséquence, dans les *profondeurs des peuples, des mouvements réactionnaires dont l'éclosion ramènera l'Europe tout entière et l'U.R.S.S. à des décades en arrière.*

NE pas se laisser enfermer dans de faux dilemmes signifie donc rompre *fondamentalement en temps de guerre comme en temps de paix, avec la bureaucratie stalinienne* Tel est, au fond, le grand enseignement qu'on peut tirer de l'analyse des régimes créés dans les pays de l'Est européen.

(1) Voir *La Vérité* à partir du 16 février 1948.

NOTRE INTERNATIONALE

BELGIQUE.

Au cours d'un meeting organisé par le Parti socialiste belge à la Maison du Peuple, à Gilly, près de Charleroi, notre camarade Vereecken, présentant la contradiction à Max Buset, président du P.S. belge, a dénoncé la préparation de la guerre au nom d'une « démocratie » qui n'existe nulle part dans le monde. Il a précisé en outre que le capitalisme, sombrant actuellement dans la barbarie, y entraîne l'humanité tout entière. L'aide américaine est seulement destinée à préparer ou soutenir la guerre (Grèce, Turquie, Iran, Chine, etc.). Au milieu des applaudissements enthousiastes des ouvriers présents, Vereecken, après avoir dénoncé Van Acker comme le Noske de demain, a soutenu que, sur le plan international, une unité d'action P.C.-P.S. et des mouvements syndicaux sur la base d'une lutte intransigeante contre le capitalisme aurait rapidement raison de la résistance bourgeoise. Dans sa réplique, Buset a évité de répondre sur les problèmes les plus importants : plan Marshall, instabilité du régime capitaliste, politique de trahison des partis « ouvriers ». Il faut noter aussi que les staliniens, pourtant présents dans la salle, se sont prudemment abstenus de participer aux débats de ce meeting.

Le gérant : M. JUILLIA.
N. M. P. P.
SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
IMPRIMERIE REAUMUR
— 100, rue Réaumur, 100 —
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

MM. ROUS et LAMINE-GUEYE vous avez la parole...

A l'issue des travaux de la conférence d'unification des J.S. et de l'A.S.R., une délégation du P.C.I. est venue apporter le salut de notre parti.

Se félicitant que l'unification des Jeunesses socialistes et de l'Action socialiste et révolutionnaire se soit réalisée tout d'abord sur une charte d'unité qui réaffirme un programme de lutte de classe, notre délégation a insisté sur la nécessité pour l'A.S.R. unifiée et le P.C.I. de mener en commun une véritable politique de Front unique.

Mais entre les militants d'avant-garde que nous sommes, a déclaré notre délégation, il y a plus à faire. Le problème le plus urgent qui est posé devant la classe ouvrière, aujourd'hui, c'est celui de la constitution du parti révolutionnaire. La principale leçon à tirer de l'échec de la grève générale de novembre-décembre 1947, c'est l'absence d'une direction révolutionnaire capable d'entraîner les travailleurs en lutte vers la victoire. Le problème reste posé. C'est à nous, avant-garde, qu'incombe cette tâche révolutionnaire ; c'est pourquoi notre parti, renouvelant ses propositions d'unification à tous les courants qui ont rompu ou sont en voie de rupture avec la social-démocratie et le stalinisme, continue de combattre pour le regroupement révolutionnaire, et qu'en conséquence il s'adresse sans exclusive ni préjugé, indistinctement, aux camarades de l'A.S.R. de la Bataille socialiste, du R.D.R., afin que soient confrontés le plus rapidement possible, au cours de conférences nationales et locales, nos différents programmes.

Au nom de l'A.S.R., Yves Dechezelles, après avoir remercié notre délégation, a tout d'abord reconnu qu'un accord programmatique réel existe entre nos deux organisations ; il déclare que, malgré tout, certaines divergences d'ordre tactiques subsistent et qu'en conséquence l'unification ne peut être réalisée à l'étape actuelle. Prenant ensuite la parole, René Dumont, représentant la minorité de l'A. S. R., se prononce pour que la discussion programmatique entre nos organisations ait lieu.

∴

Si l'on veut comprendre la nature des « divergences » dont Yves Dechezelles parlait, il suffit de se reporter à l'orientation définie par la majorité de l'A.S.R., que la Vérité analysait la semaine dernière, et qui, en bref, considère comme impossible actuellement la constitution d'un parti révolutionnaire, et propose à l'A.S.R. l'adhésion pure et simple au R.D.R.

La majorité de la conférence, bien qu'elle ne se soit pas prononcée pour le regroupement révolutionnaire sans exclusive ni préjugé, n'en a cependant pas moins refusé l'orientation d'Yves Dechezelles, Rousseau, Dunoyer, Mossein.

Elle a posé deux conditions préalables à l'adhésion au R.D.R. : le désaveu par les parlementaires et les membres du comité directeur du P.S., membres du R.D.R., de la politique de Schuman et une politique de Front unique à l'égard du P.C.F. et de la C.G.T. Renonçant à leur orientation première, les dirigeants de la majorité de l'A.S.R. ont accepté ces propositions.

Badiou, Lamine-Gueye, Rous, Routhier, etc., sont-ils décidés à condamner la politique de blocage des salaires, sont-ils décidés à soutenir les luttes ouvrières et à rompre avec la politique criminelle que le gouvernement réactionnaire Schuman mène en Indochine. Sont-ils prêts à s'adresser au P.C.F. et à la C.G.T. pour que soit réalisée, tant au sommet qu'à la base, une politique de FRONT UNIQUE répondant aux profondes aspirations des masses ouvrières, tant sur la question de la lutte contre le gaullisme que sur la défense des revendications ouvrières ?

Voilà les questions posées aujourd'hui par les militants de l'A.S.R. aux dirigeants du R.D.R.

La réponse sera-t-elle affirmative ? Nous sommes, quant à nous, sceptiques, car l'expérience nous laisse penser que les Rous, les Rousset, les Routhier, ont leur avenir révolutionnaire derrière eux et non devant eux.

Mais la voie choisie par les militants de l'A.S.R. sera la source d'une excellente expérience.

Elle montre que ceux-ci ne sont pas décidés à passer purement et simplement dans le marais réformiste. Préalablement à tout regroupement, ils demandent, comme il se doit, que soient clarifiées les positions programmatiques.

Michèle MESTRE.

LA VIE DU PARTI

Le 27 mars 1948, au siège du Parti, s'est réuni le Comité central du P.C.I.

Par 13 voix contre 3, il a décidé l'exclusion d'anciens dirigeants du Parti : Desmazières, Parisot, Maghin, Beaufrère, qui, en violant les décisions prises à la session précédente du C.C., s'étaient mis d'eux-mêmes en dehors du Parti.

CONGRES DU PARTI

Le 5e Congrès du P.C.I. a été, à l'unanimité, fixé aux 14, 15, 16 et 17 juillet. La discussion sera ouverte le 15 mai par la diffusion des rapports du Comité central. L'ordre du jour a été ainsi fixé :

1. Situation internationale et application des décisions du Congrès de la IVe Internationale ;
2. Rapport politique ;
3. Rapport moral ;
4. Travail d'entreprise et syndical ;
5. Travail jeune.

∴

Les 28 et 29 mars s'est tenue la Conférence nationale du Parti.

Elle a approuvé le rapport d'activité présenté par le Secrétariat international, tout en faisant certaines réserves sur les thèses dites « politique militaire du prolétariat ».

Elle s'est déclarée en accord avec le rapport politique présenté par le Comité exécutif de la IVe Internationale.

A une forte majorité, elle a approuvé les décisions disciplinaires prises par le Comité central.

S. I. O. Travailleurs vietnamiens de Bordeaux, 2.500 fr.

FALSIFICATION

Le secrétariat de la IVe Internationale publie un long communiqué dénonçant la falsification que représente un prétendu « Testament de Trotsky » publié par plusieurs hebdomadaires. Le communiqué, tout d'abord, réfute le texte préliminaire de France Dimanche et montre facilement que son rédacteur ignore tout de la vie et de la mort de Léon Trotsky. Nous en avons déjà (Vérité n° 211) fait la démonstration. Le communiqué rappelle ensuite la position de Trotsky sur la défense de l'U.R.S.S. Nous publions aujourd'hui ce passage. Nous donnerons d'autres extraits dans notre prochain numéro.

Le faux « testament » commence par une affirmation dont le non-sens est particulièrement évident. Léon Trotsky aurait écrit le 20 mai 1940 : « ...la deuxième guerre mondiale est entrée dans sa phase décisive. La victoire militaire du Reich est pratiquement acquise. »

Or, au même moment où Trotsky aurait rédigé ce texte étrange, il écrivait effectivement le « Manifeste de la Conférence extraordinaire de la IVe Internationale », publié immédiatement dans le « Socialist Appeal », hebdomadaire américain, et plus tard dans la même année 1940, dans une brochure intitulée : « La Guerre impérialiste et la Révolution prolétarienne ». Ce manifeste commence ainsi :

« La Conférence extraordinaire de la IVe Internationale, parti mondial de la Révolution socialiste, se réunit en un tournant décisif de la seconde guerre impérialiste. La période des tâtonnements, des préparatifs et d'une inactivité militaire relative a été bien dépassée. L'Allemagne a déchaîné toutes les fureurs de l'enfer dans une grande offensive à laquelle les Alliés répliquent naturellement avec toutes leurs forces de destruction. Dès maintenant, la vie de l'Europe et de toute l'humanité sera déterminée pour une longue période par le développement de la guerre impérialiste et par ses conséquences économiques et politiques. »

Le sens de la falsification est clair. Alors que Trotsky écrivait effectivement que la deuxième guerre impérialiste avait militairement commencé par les victoires d'Hitler en Europe occidentale, les faussaires qui ont rédigé le prétendu testament veulent lui faire dire que ces victoires avaient terminé la guerre militairement, c'est-à-dire qu'Hitler avait gagné la guerre.

Un autre passage du même prétendu « testament secret » est rédigé comme suit :

« Je me suis refusé à croire que la classe ouvrière dans l'Union Soviétique serait disposée à accepter le 9 thermidor et le 18 brumaire, par lesquels Djougachvili-Staline avait réussi à faire de sa clique bonapartiste la classe dirigeante d'un Etat pseudo-socialiste. »

Trotsky a souvent utilisé l'analogie entre la Révolution française et la Révolution russe. Il avait, dans une brochure écrite en 1935 et intitulée « L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme », longuement analysé la signification de cette analogie, son ampleur et ses limites. Toute l'argumentation tournait autour du fait que la dictature stalinienne ne représentait pas celle d'une nouvelle classe sociale. Dans de multiples écrits, s'échelonnant de 1935 à 1940, Trotsky a défendu avec acharnement cette même idée. Une violente discussion éclata parmi les trotskystes américains sur la question russe à la fin de 1939. Cette discussion se prolongea jusqu'en mai-juin 1940. Dans cette discussion, Trotsky intervint par des articles et des lettres qui ont été publiés dans un livre intitulé « Défense du marxisme ». Tout au long des 200 pages de ce livre, écrites juste avant ce prétendu testament secret, Trotsky combat violemment l'idée que la bureaucratie constituerait une nouvelle classe. Il combat cette idée également dans le « Manifeste de la Conférence extraordinaire », écrit au même moment où ce prétendu testament aurait été rédigé. Toute cette activité polémique, qui a occupé une grande partie des dix dernières années de sa vie, Trotsky l'a menée sous le signe d'une lutte irréconciliable contre précisément les idées qu'il est censé défendre dans le soi-disant testament secret.

Trotsky était un homme d'une intégrité intellectuelle exemplaire. Il procédait à tout changement de position, à toute autocritique, toujours en public, dans des textes largement répandus. Supposons un instant que Trotsky eût « changé d'avis » quelques mois avant sa mort. Il aurait alors voulu effectivement « adresser un cri suprême d'alarme à la classe qu'il a servie toute sa vie », dont parle le texte du prétendu testament. Peut-on alors imaginer attitude plus absurde que celle qui consisterait à cacher soigneusement ce « cri d'alarme » non seulement aux yeux de « la classe qu'il a servie toute sa vie », mais encore à ses collaborateurs les plus proches, à ses secrétaires et à sa propre femme, pour le confier à un ennemi politique et pour continuer en même temps de publier en une demi-douzaine de langues des articles qui contredisent absolument ces idées « intimes » ?

Le prétendu testament arrive à ce passage crucial :

« La classe ouvrière de l'Union Soviétique pourrait profiter de cette guerre pour ouvrir des hostilités farouches contre la bureaucratie bonapartiste de Staline. Nous devrions y mettre la même énergie furieuse que celle dont témoigna Lénine en s'opposant à Kérensky lors de la première guerre mondiale. Nous savons que notre succès entraînerait fatalement la défaite du fascisme, même si notre action devait l'aider à remporter des succès temporaires militaires... »

Au cours du mois de mai 1940, Trotsky adressa une « Lettre aux ouvriers de l'U.R.S.S. ». Cette lettre traite la question de la défense de l'U.R.S.S. en ces termes :

« Mais heureusement, parmi les conquêtes qui survivent de la Révolution d'octobre, se trouvent l'industrie nationalisée et l'économie soviétique collectivisée. Sur cette base, des soviets ouvriers peuvent édifier une société nouvelle et meilleure. Nous ne pouvons abandonner cette base à la bourgeoisie mondiale à aucune condition. Le devoir des révolutionnaires est de défendre bec et ongle chaque position conquise par la classe ouvrière, qu'il s'agisse de droits démocratiques, d'échelle de salaire ou d'une aussi grande conquête de l'humanité que la nationalisation des moyens de production et l'économie planifiée. Ceux qui sont incapables de défendre les conquêtes déjà acquises ne peuvent jamais lutter pour de nouvelles. Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'U.R.S.S. de toute notre force. Mais les conquêtes de la Révolution d'octobre ne serviront le peuple que si celui-ci se montre capable de traiter la bureaucratie stalinienne comme autrefois il traita la bureaucratie tsariste et la bourgeoisie. »

(« Fourth International », octobre 1940, p. 141.)

En d'autres termes, les trois derniers mois de sa vie, Trotsky n'a pas cessé un seul instant de se prononcer comme le partisan acharné de la défense de l'U.R.S.S. contre l'attaque militaire hitlérienne qu'il prévoyait ; il n'a pas cessé un seul instant de dénoncer la politique du gouvernement stalinien comme favorisant cette attaque. Bien loin de vouloir « aider les fascistes à remporter des succès militaires temporaires », Trotsky accusait de toutes ses forces le Kremlin de préparer par sa politique ces « succès militaires temporaires », qui se sont, hélas ! produits et ont coûté 15 millions de morts aux peuples soviétiques !

Portant des pancartes et saluant avec le poing, les ouvriers de fermes de l'Italie du centre, ont organisé une manifestation pour la réforme agraire, le pain et le travail.

« Travailleurs des campagnes et des usines unissons-nous », dit l'une des pancartes. Et l'autre porte ironiquement : « La République assiste les travailleurs. »